

# Tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 24/04/2025

## Introduction

### Le Sigeif, acteur incontournable de l'énergie en Île-de-France

Le Sigeif, en tant que premier syndicat d'énergie en France, joue un rôle crucial dans la distribution d'énergie depuis 1904.

A ce jour, le Sigeif est propriétaire de plus de 9 500 km de réseau de distribution publique de gaz pour nos 189 communes adhérentes à cette compétence, de plus de 9 300 km de réseau de distribution publique d'électricité pour nos 66 communes adhérentes. En 2024, 6 communes ont également choisi de déléguer la compétence pour les réseaux de chaleur pour la réalisation de 2 projets importants (environ 100 km de réseaux) en délégation de service public. S'agissant de mobilité durable, le Sigeif a créé dès 2016 la Sem Sigeif Mobilités qui développe des stations de bioGNV pour les véhicules lourds visant à réduire de 80% les émissions de CO2 et la quasi-totalité des particules fines. Plus de 1100 points de recharge pour véhicules électriques ont également été déployés sous la maîtrise d'ouvrage du Sigeif dans 104 communes. Le syndicat coordonne également un groupement d'achat de gaz pour plus de 480 membres représentant 3 TWh/an et environ 11 000 points de comptage. Enfin, le Sigeif est engagé dans le développement des énergies renouvelables (photovoltaïque, biométhane et chaleur renouvelable) et dans la rénovation énergétique. Le territoire urbain dense couvert par le Sigeif nous invite à proposer la bonne énergie, au bon endroit, pour le bon usage au bon moment.

La consultation portant sur les activités gaz, il faut rappeler qu'annuellement 23 TWh sont acheminés à plus de 1 160 000 usagers. Une autre singularité importante du territoire Sigeif est qu'il compte près de 102 000 conduites d'immeubles conduites montantes, désormais intégrées à l'actif du Syndicat. Le patrimoine gaz concédé s'évalue ainsi à près de 2 180 millions d'euros en valeur brute (autour de 1 100 millions d'euros en valeur nette comptable).

GRDF est l'unique concessionnaire du Sigeif. Pour cette raison, les avis exprimés par le Sigeif ne portent que sur GRDF.

## Prestations annexes relatives à l'acheminement

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « Étude d'adéquation poste de livraison/besoins clients » ?

Défavorable

Commentaire :

Pour répondre aux trois premières questions posées au sujet de cette prestation, le Sigeif est défavorable aux orientations proposées.

Tout d'abord, il nous semble important de rappeler que le contrat de concession de la distribution publique de gaz entre le Sigeif et GRDF a été conclu le 28 octobre 2022 avec l'ambition d'un réseau FASTE, c'est-à-dire Fiable, Attractif et sûr pour la Transition Énergétique. De plus, en préambule du cahier des charges, il est rappelé que GRDF et le Sigeif « adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance (...) pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique. ». Dans l'esprit de l'autorité organisatrice de la distribution de gaz, l'adéquation des besoins est donc bien intégrée dans les obligations du concessionnaire sans nécessité d'ajouter une prestation.

Ensuite, GRDF doit avoir une connaissance la plus complète du patrimoine concédé par le Sigeif. Ainsi, le CRAC 2023 présente « l'indice de connaissance du patrimoine » par GRDF avec un résultat global 2023 de 95 points sur 100 et une note de 5 points sur 5 pour les branchements individuels. Cette connaissance permettrait donc d'informer directement les clients pour lesquels une adaptation serait nécessaire comme la CRE le prévoit dans le cadre de l'ATRD 7 : le terme tarifaire de débit pour les consommateurs des segments T1, T2 ou T3 ayant un débit normalisé égal ou supérieur à 40 Nm<sup>3</sup>/h entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour laisser « un délai de deux ans pour leur permettre d'informer et d'accompagner les consommateurs concernés ».

A ce jour, GRDF n'a pas fait mention d'un parc clients inadaptés ni à l'occasion des mensuels nous réunissant, ni lors d'échanges ponctuels quasi-quotidiens. Une analyse statistique des postes potentiellement surdimensionnés aurait pu être partagée et documentée dans ce cadre, sans créer une charge additionnelle pour les usagers. De même, aucune demande d'usager n'a été remontée au Sigeif.

En complément, la vérification périodique des compteurs, à la charge du gestionnaire de réseau, permet d'identifier des dysfonctionnements métrologiques. Là encore, aucune alerte n'a été portée à notre connaissance.

Si l'enjeu est de détecter une sous-utilisation ou une incompatibilité technique, cela relève de l'obligation générale de GRDF de garantir une desserte adaptée et efficiente. Dès lors, la création d'une prestation distincte pour cette analyse nous semble relever d'un transfert injustifié de charges vers les clients, alors

même que les outils de détection sont déjà en place.

Si, malgré tout, il devait être envisagé de créer une prestation « Étude d'adéquation poste de livraison / besoins client », celle-ci devrait être strictement encadrée afin d'éviter toute situation de double peine tarifaire pour le client final. En particulier, l'étude ne saurait servir de fondement à une modification tarifaire non consentie, et devrait rester à l'initiative du client.

Pour conclure sur cette proposition d'étude, le Sigeif ne soutient pas l'inscription de cette prestation dans le catalogue GRDF, et recommande de renforcer les obligations existantes de conseil, d'information et de transparence, sans création d'une prestation payante supplémentaire.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction de la prestation « Étude d'adéquation poste de livraison/besoins clients » au tronc commun, et les modalités de tarification envisagées, en l'occurrence le niveau et la différenciation entre GRDF et les autres GRD ?

Défavorable

Commentaire :

Pour répondre aux trois questions posées au sujet de cette prestation, le Sigeif est défavorable aux orientations proposées.

Tout d'abord, il nous semble important de rappeler que le contrat de concession de la distribution publique de gaz entre le Sigeif et GRDF a été conclu le 28 octobre 2022 avec l'ambition d'un réseau FASTE, c'est-à-dire Fiable, Attractif et Sûr pour la Transition Énergétique. De plus, en préambule du cahier des charges, il est rappelé que GRDF et le Sigeif « adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance (...) pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique. ». Dans l'esprit de l'autorité organisatrice de la distribution de gaz, l'adéquation des besoins est donc bien intégrée dans les obligations du concessionnaire sans nécessité d'ajouter une prestation.

Ensuite, GRDF doit avoir une connaissance la plus complète du patrimoine concédé par le Sigeif. Ainsi, le CRAC 2023 présente « l'indice de connaissance du patrimoine » par GRDF avec un résultat global 2023 de 95 points sur 100 et une note de 5 points sur 5 pour les branchements individuels. Cette connaissance permettrait donc d'informer directement les clients pour lesquels une adaptation serait nécessaire comme la CRE le prévoit dans le cadre de l'ATRD 7 : le terme tarifaire de débit pour les consommateurs des segments T1, T2 ou T3 ayant un débit normalisé égal ou supérieur à 40 Nm<sup>3</sup>/h entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour laisser « un délai de deux ans pour leur permettre d'informer et d'accompagner les consommateurs concernés ».

A ce jour, GRDF n'a pas fait mention d'un parc clients inadaptés ni à l'occasion des mensuels nous réunissant, ni lors d'échanges ponctuels quasi-quotidiens. Une analyse statistique des postes potentiellement surdimensionnés aurait pu être partagée et documentée dans ce cadre, sans créer une charge additionnelle pour les usagers. De même, aucune demande d'usager n'a été remontée au Sigeif.

En complément, la vérification périodique des compteurs, à la charge du gestionnaire de réseau, permet d'identifier des dysfonctionnements métrologiques. Là encore, aucune alerte n'a été portée à notre connaissance.

Si l'enjeu est de détecter une sous-utilisation ou une incompatibilité technique, cela relève de l'obligation générale de GRDF de garantir une desserte adaptée et efficiente. Dès lors, la création d'une prestation distincte pour cette analyse nous semble relever d'un transfert injustifié de charges vers les clients, alors même que les outils de détection sont déjà en place.

Si, malgré tout, il devait être envisagé de créer une prestation « Étude d'adéquation poste de livraison / besoins client », celle-ci devrait être strictement encadrée afin d'éviter toute situation de double peine tarifaire pour le client final. En particulier, l'étude ne saurait servir de fondement à une modification tarifaire non consentie, et devrait rester à l'initiative du client.

Pour conclure sur cette proposition d'étude, le Sigeif ne soutient pas l'inscription de cette prestation dans le catalogue GRDF, et recommande de renforcer les obligations existantes de conseil, d'information et de transparence, sans création d'une prestation payante supplémentaire.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à la modification des prestations de mise à disposition du compteur, afin d'orienter l'utilisateur vers une étude d'adéquation préalable, dans le cas d'un changement de calibre ?

Défavorable

## Commentaire :

Pour répondre aux trois questions posées au sujet de cette prestation, le Sigeif est défavorable aux orientations proposées.

Tout d'abord, il nous semble important de rappeler que le contrat de concession de la distribution publique de gaz entre le Sigeif et GRDF a été conclu le 28 octobre 2022 avec l'ambition d'un réseau FASTE, c'est-à-dire Fiable, Attractif et Sûr pour la Transition Énergétique. De plus, en préambule du cahier des charges, il est rappelé que GRDF et le Sigeif « adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance (...) pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique. ». Dans l'esprit de l'autorité organisatrice de la distribution de gaz, l'adéquation des besoins est donc bien intégrée dans les obligations du concessionnaire sans nécessité d'ajouter une prestation.

Ensuite, GRDF doit avoir une connaissance la plus complète du patrimoine concédé par le Sigeif. Ainsi, le CRAC 2023 présente « l'indice de connaissance du patrimoine » par GRDF avec un résultat global 2023 de 95 points sur 100 et une note de 5 points sur 5 pour les branchements individuels. Cette connaissance permettrait donc d'informer directement les clients pour lesquels une adaptation serait nécessaire comme la CRE le prévoit dans le cadre de l'ATRD 7 : le terme tarifaire de débit pour les consommateurs des segments T1, T2 ou T3 ayant un débit normalisé égal ou supérieur à 40 Nm<sup>3</sup>/h entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour laisser « un délai de deux ans pour leur permettre d'informer et d'accompagner les consommateurs concernés ».

A ce jour, GRDF n'a pas fait mention d'un parc clients inadaptés ni à l'occasion des mensuels nous réunissant, ni lors d'échanges ponctuels quasi-quotidiens. Une analyse statistique des postes potentiellement surdimensionnés aurait pu être partagée et documentée dans ce cadre, sans créer une charge additionnelle pour les usagers. De même, aucune demande d'usager n'a été remontée au Sigeif.

En complément, la vérification périodique des compteurs, à la charge du gestionnaire de réseau, permet d'identifier des dysfonctionnements métrologiques. Là encore, aucune alerte n'a été portée à notre connaissance.

Si l'enjeu est de détecter une sous-utilisation ou une incompatibilité technique, cela relève de l'obligation générale de GRDF de garantir une desserte adaptée et efficiente. Dès lors, la création d'une prestation distincte pour cette analyse nous semble relever d'un transfert injustifié de charges vers les clients, alors même que les outils de détection sont déjà en place.

Si, malgré tout, il devait être envisagé de créer une prestation « Étude d'adéquation poste de livraison / besoins client », celle-ci devrait être strictement encadrée afin d'éviter toute situation de double peine tarifaire pour le client final. En particulier, l'étude ne saurait servir de fondement à une modification tarifaire non consentie, et devrait rester à l'initiative du client.

Pour conclure sur cette proposition d'étude, le Sigeif ne soutient pas l'inscription de cette prestation dans le catalogue GRDF, et recommande de renforcer les obligations existantes de conseil, d'information et de transparence, sans création d'une prestation payante supplémentaire.

## Question 4 : Avez-vous des remarques concernant la prestation expérimentale « Passage au pas horaire » sur le marché du haut de portefeuille ?

Le Sigeif prend note de la proposition de création d'une prestation spécifique relative au passage d'un site en fréquence MM/JJ au pas horaire. Le Syndicat reconnaît que cette évolution peut répondre à des besoins croissants, notamment pour des clients souhaitant optimiser leurs consommations, participer à des dispositifs d'autoconsommation collective, ou s'engager dans des dynamiques de flexibilité. La connaissance des consommations est essentielle pour la transition énergétique.

Toutefois, le Sigeif exprime des réserves importantes sur le principe même d'une prestation tarifée dans ce domaine. En effet, depuis le déploiement massif des compteurs communicants Gazpar et du SI nécessaire à l'exploitation des données, les conditions techniques d'un suivi fin de la consommation sont largement réunies.

Par ailleurs, dans le secteur de l'électricité, la collecte et la transmission des courbes de charge sont aujourd'hui intégrées dans les obligations de service public et les prestations du catalogue d'Enedis (fiches F300) ne sont pas facturées. Le Sigeif souligne que la cohérence inter-filières est essentielle : le gaz ne saurait déroger à ce principe.

Le Sigeif recommande donc que :

- La prestation ne soit pas facturée pendant l'expérimentation ;

– Au terme de l'expérimentation, selon les constats justifiés par le concessionnaire, soit le passage au pas horaire soit intégré dans les obligations de GRDF pour les sites déjà équipés ou techniquement compatibles, soit un prix soit justifié au regard des surcoûts réellement induits ;

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la suppression de la prestation « Annonce passage releveur » ?

Favorable

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations « Relevé cyclique des compteurs », « Collecte d'un index auto-relevé » et « Relevé spécial (hors changement de fournisseur) » ?

Favorable

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de R-GDS de modifier la prestation « Collecte d'un index auto-relevé » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

R-GDS n'est pas concessionnaire du Sigeif

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de GRDF de modifier la prestation « Interruption de la livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture (anciennement Mise Hors Service) » ?

Favorable

Commentaire :

En effet, cette modification va dans le sens d'une clarification du catalogue des prestations de GRDF.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la proposition de GRDF de modifier la prestation « Dépose du compteur » pour les PCE 14 chiffres et les PCE GI ?

Favorable

**Question 10 :** Que pensez-vous des modalités et de l'articulation des prestations « Interruption de livraison de gaz à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture », « Coupure à la demande du client » et « Dépose du compteur » ?

Le Sigeif partage les interrogations sur le parcours clients et la facturation des prestations de coupure, notamment pour le recouvrement.

De plus, il est important de rappeler que la dépose du compteur n'est pas synonyme de dépose du branchement. Le concessionnaire doit donc continuer à veiller à la sécurité des biens et des personnes.

**Question 11 :** Êtes-vous favorable à la modification des prestations « Coupure en cas d'absences multiples au relevé » et « Rétablissement à la suite d'une coupure en cas d'absences multiples au relevé » ?

Favorable

**Question 12 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la demande de GRDF de modifier la prestation « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

Favorable

**Question 13 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant la proposition de GRDF d'étendre le périmètre de l'option « en urgence » de la prestation « Mise en service avec déplacement » ? Avez-vous d'autres remarques ?

Favorable



**Question 14 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE concernant l'abaissement du seuil relatif au débit pour la détermination de l'application du forfait 3, et de la participation éventuelle du client résultant de l'étude économique (B/I) de rentabilité de l'opération de raccordement ?

Favorable

Commentaire :

Le Sigeif est favorable à l'abaissement du seuil de débit pour les études détaillées, **à condition** que la CRE précise clairement les éléments inclus dans le calcul de rentabilité « B/I » dont la vocation est de préserver la péréquation tarifaire. Il est crucial que les porteurs de projets de réseaux de chaleur sollicitant un raccordement en appoint ou secours soient transparents sur leur impact potentiel sur le réseau public de gaz et que les coûts induits soient équitablement répartis. Dans certains cas, une concertation avec les autorités concédantes peut également être nécessaire pour anticiper les besoins de renforcement et pour garantir la sécurité et la pérennité du réseau public de distribution de gaz.

Le Sigeif comprend de l'analyse de la CRE que la modification vise notamment à ne pas répercuter les coûts de branchement « gros débit » pour un usage ponctuel à l'ensemble des usagers. C'est bien cette logique qui avait été retenue pour l'ajout du terme tarifaire de débit pour les segments T1, T2 et T3. Il est donc essentiel de s'assurer que les clients dans cette situation ne paient pas deux fois l'investissement (au branchement puis au travers de l'ATRD).

De plus, il nous semble important de distinguer l'usage chauffage classique (qui peut devenir ponctuel avec l'hybridation des chaudières), de l'usage d'un secours pour alimenter des groupes électrogènes de datacenters ou d'hôpitaux et de l'usage d'une chaufferie d'appoint pour un réseau de chaleur qui viendra substituer des clients gaz.

Le cas typique d'un client, pour une chaufferie de réseau de chaleur géothermie, illustre bien la complexité de ces situations :

- Le branchement peut nécessiter un renforcement ou un nouveau maillage, non pas pour l'usage quotidien induit par le client, mais pour couvrir un scénario extrême à risque 2 % (exigence de l'autorité concédante) ;
- L'usage modifie potentiellement la structure locale de consommation, en absorbant des clients gaz existants, ce qui a des conséquences techniques, économiques et contractuelles.

Pour le cas des chaufferies des porteurs de projet de réseau public de chaleur, le Sigeif propose que :

- Le porteur de projet du réseau public de chaleur concerné soit tenu de fournir une déclaration d'impact sur les clients gaz existants qu'il prévoit de "déconnecter", afin d'évaluer les effets sur le réseau, le tarif d'acheminement local et les engagements du concessionnaire ;
- Le « I » du « B/I » inclue explicitement les coûts liés aux renforcements nécessaires pour maintenir la sécurité d'alimentation des autres usagers (c'est-à-dire ceux qui ne deviendront pas clients du réseau de chaleur) ;
- Le « B » du « B/I » tienne compte de la trajectoire de volume de gaz prévue par le porteur de projet sur 10 ans tout en déduisant les consommations des clients gaz qui seront raccordées au futur réseau de chaleur. Le porteur de projet doit s'engager avec un bilan à 5 ans puis un second à 10 ans pour ajuster éventuellement sa participation ;
- Une concertation avec l'autorité concédante de la distribution publique de gaz soit systématiquement prévue lorsque le raccordement implique un maillage existant ou un renforcement lourd.

De manière générale, le Sigeif souhaite que les forfaits ou la participation demandée couvrent les conséquences en matière de sécurité, d'équilibre territorial et de neutralité économique pour les autres usagers.

**Question 15 :** Avez-vous des remarques sur l'orientation de la CRE portant sur l'offre de gratuité pour les raccordements (forfaits 1 et 2) liés à la conversion fioul-gaz ?

Oui

Commentaire :

Le Sigeif considère que proposer des branchements gratuits pour les opérations de conversion fioul/gaz constitue une mesure d'accompagnement indispensable pour accélérer la décarbonation de notre territoire.

En tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz, le Sigeif rappelle que le réseau gazier constitue un patrimoine énergétique structurant, immédiatement disponible, fiable et maîtrisé. Nous avons la responsabilité de mobiliser ce réseau au service des objectifs environnementaux et énergétiques de nos territoires. Cette mesure est essentielle pour inciter les consommateurs à sortir du fioul domestique et abandonner des équipements vétustes, polluants et inefficaces.

La conversion des installations fioul vers le gaz naturel présente des vertus écologiques démontrées :

- Jusqu'à 30 % d'économies de CO<sub>2</sub> avec une chaudière à très haute performance énergétique (THPE) ;
- Jusqu'à 70 % d'économies de CO<sub>2</sub> avec une pompe à chaleur hybride gaz ;
- Et au moins 90 % de réduction lorsque le gaz vert est utilisé ;

Cette conversion s'accompagne d'une division par 5 des émissions de NOx et par 8 à 10 des émissions de particules fines, contribuant ainsi directement à l'amélioration de la qualité de l'air, notamment dans les zones urbaines sensibles.

De plus, le patrimoine concédé aujourd'hui est compatible avec l'usage du gaz renouvelable (biométhane et en partie avec l'hydrogène), renforçant ainsi l'intérêt environnemental de cette transition sur le long terme.

Le Sigeif porte une attention particulière à la précarité énergétique et au pouvoir d'achat des ménages et rappelle que, dans de nombreux cas, les alternatives énergétiques (pompes à chaleur seules, réseaux de chaleur) ne sont pas toujours adaptées techniquement, économiquement ou territorialement. La conversion fioul-gaz représente alors un levier réaliste, pragmatique et inclusif pour améliorer la performance énergétique du parc existant.

La gratuité du branchement constitue donc un levier déterminant pour lever les dernières barrières financières, notamment pour les ménages modestes ou les propriétaires bailleurs. Elle permet de rendre la conversion accessible, rapide et efficace.

## Prestations annexes relatives à l'injection de gaz bas-carbone et renouvelables

**Question 16 :** Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE consistant à reconduire le prix de la prestation « Mise à jour de l'étude détaillée pour augmentation de capacité » ?

Favorable

Commentaire :

Dans un contexte de développement actif de la filière biométhane, le Sigeif considère que cette prestation répond à un véritable enjeu local.

Le Sigeif est donc favorable à la pérennisation de cette prestation, sous réserve que :

- Son tarif reste incitatif ;
- Les résultats des mises à jour soient communiqués de manière transparente aux producteurs et aux autorités concédantes.

Cette prestation représente un outil efficace pour améliorer la valorisation du gaz renouvelable injecté, optimiser l'usage du réseau existant et accélérer la transition énergétique locale.

**Question 17 :** Êtes-vous favorable à la prolongation de la prestation expérimentale de « Mise à jour des capacités d'injection sur demande » ?

Favorable

Liste des pièces jointes à la contribution :

20250424-ConsultationPrestationsGRDF-ContributionSigeif.pdf